

EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CDPE	Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione
CDEP	Conferenza svizra dals directurs chantunals da l'educaziun publica



Programme de travail de la CDIP

16.06.2005

Le concordat: clef de voûte de la coopération

En tant qu'organe d'exécution du concordat sur la coordination scolaire, la CDIP est responsable de la coordination nationale dans tous les secteurs de la politique éducationnelle et culturelle.

Les lignes directrices: objectifs supérieurs de la coopération

Dans les lignes directrices qu'ils ont édictées le 5 juillet 2001, les 26 directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique ont défini les grands objectifs de la coopération éducationnelle en Suisse.

Le programme de travail: concrétisation des objectifs

Depuis 2001, la CDIP précise, dans un programme de travail, à la fois les objectifs que les 26 directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique veulent atteindre conjointement dans les années à venir sur l'ensemble du pays et les priorités qu'ils se sont fixées.

Ce programme est actualisé chaque année. La présente version a été adoptée par l'Assemblée plénière de la CDIP le 16.06.2005.

Priorités stratégiques de la coopération intercantonale

Afin de poursuivre le développement du système suisse d'éducation et de formation, la CDIP, autorité concordataire, développe à travers son programme de travail la stratégie suivante:

- 1** Harmoniser les objectifs et les éléments fondamentaux de la scolarité obligatoire pour l'ensemble du pays

La CDIP entend *renforcer l'harmonisation de la scolarité obligatoire* sur l'ensemble du territoire, en déterminant dans un nouvel accord intercantonal:

 - des standards de formation nationaux et contraignants, établis dans quelques disciplines importantes et régulièrement évalués,
 - d'autres éléments fondamentaux du système de formation (anticipation du début de la scolarité obligatoire, flexibilisation des débuts de scolarité, passages d'un degré à l'autre).

> Points 1.1, 1.2, 1.3 du programme de travail de la CDIP

- 2** Renforcer, avancer et évaluer l'apprentissage des langues

La CDIP entend *développer l'enseignement des langues* dans la Suisse plurilingue. Cela implique la coordination des démarches visant à renforcer, avancer et évaluer l'enseignement des langues (langue première [langue locale], langues nationales et anglais).

> Point 1.4

- 3** Renforcer la professionnalité des enseignantes et enseignants

La CDIP entend *renforcer la professionnalité des enseignantes et enseignants* à travers un recrutement et une formation optimaux, ainsi qu'un élargissement des perspectives professionnelles qu'offre l'enseignement. Un corps enseignant hautement qualifié est une condition essentielle pour un système de formation performant.

> Point 5.1, en liaison avec le point 4.2

- 4** Permettre un pilotage de l'ensemble du système éducatif

La CDIP entend enfin de compte parvenir à une *vision et un pilotage de l'ensemble du système éducatif suisse*. Elle souhaite instaurer et assurer, avec la Confédération, un monitoring national du système d'éducation dans le but de générer des connaissances fiables pour le pilotage dudit système.

> Point 5.2

Vue d'ensemble du programme de travail

Un simple coup d'œil au programme de travail de la CDIP montre qu'il embrasse bon nombre de thèmes et de degrés d'enseignement mais ne prétend pas à l'exhaustivité. La CDIP en effet n'est pas un ministère de l'éducation nationale. Elle décide de mettre l'accent sur tel ou tel point à partir du moment où une collaboration au niveau national s'avère importante et nécessaire pour le bon fonctionnement et le développement du système éducatif suisse, et elle assume des tâches qui ne peuvent être prises en charge sur les plans régional et cantonal.

Les différents éléments du programme de travail de la CDIP sont subdivisés en deux catégories: les *travaux associés à un projet* (A) et les *tâches permanentes* (B).

A Travaux associés à un projet

La CDIP a dressé une liste de 17 projets à réaliser dans un avenir immédiat et dont elle a fait des points forts de son programme de travail. Ces projets sont limités dans le temps, sont placés sous la conduite du Secrétariat général de la CDIP à travers une organisation de projet, et chacun d'eux implique des objectifs partiels, un cadre temporel et des résultats concrets.

1.	Scolarité obligatoire	1.1 Elargissement du concordat	Page 3
		1.2 Harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS)	Page 3
		1.3 Abaissement et assouplissement de l'âge d'entrée à l'école (cycle élémentaire)	Page 3
		1.4 Développement coordonné de l'enseignement des langues	Page 3
		1.5 Pilotage de l'enseignement spécialisé	Page 4
2.	Formation professionnelle	2.1 Mise en application de la nouvelle loi sur la formation professionnelle	Page 4
		2.2 Promotion de la formation continue	Page 5
		2.3 Amélioration de la jonction scolarité obligatoire – degré secondaire II	Page 5
3.	Formation générale du degré secondaire II	3.1 Développement du secondaire II	Page 5
		3.2 Développement de la maturité gymnasiale	Page 5
4.	Hautes écoles	4.1 Paysage des hautes écoles 2008	Page 6
		4.2 Tertiarisation de la formation des enseignantes et enseignants	Page 6
5.	Développement de la qualité	5.1 Renforcement de la profession enseignante	Page 6
		5.2 Mise en place d'un monitoring global du système d'éducation	Page 6
6.	Ressources	6.1 Intégration des ICT	Page 7
		6.2 Mise en place d'une politique des bourses coordonnée	Page 7
7.	Culture et société	7.1 Intégration de la formation pour un développement durable	Page 7

B Tâches permanentes

La CDIP assure en permanence un certain nombre de tâches dans des domaines qui concernent le niveau systémique (gestion des accords intercantonaux, développement de la qualité...) ou qui requièrent un interlocuteur national et un représentant des intérêts des cantons en matière éducationnelle (face à la Confédération, dans les organisations internationales...). Ces tâches sont également marquées par l'actualité (ex. projets législatifs fédéraux actuels).

I.	Représentation des intérêts des cantons face à la Confédération dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport et de la promotion de la jeunesse	Page 8
II.	Mobilité et libre circulation à l'échelon national et international	Page 8
III.	Pilotage du système et développement de la qualité	Page 9
IV.	Information et communication	Page 9
V.	Prestations de services à l'échelon national	Page 10
VI.	Coordination de la mise en application de dispositions légales (réseaux de cadres et de spécialistes)	Page 10
VII.	Interfaces avec d'autres domaines politiques	Page 10
VIII.	Coopération internationale	Page 11

A TRAVAUX ASSOCIÉS À UN PROJET

La CDIP a dressé une liste de 17 projets à réaliser dans un avenir immédiat et dont elle a fait des points forts de son programme de travail. Ces projets sont limités dans le temps, sont placés sous la conduite du Secrétariat général de la CDIP à travers une organisation de projet, et derrière chacun d'eux figurent des objectifs partiels, un cadre temporel et des résultats concrets.

1. Scolarité obligatoire

<p>1.1 Elaboration d'un accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire</p> <p>Elargir substantiellement le concordat scolaire par le biais d'un accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire.</p>	<p>1.1.1 Fixer dans un nouveau concordat les objectifs et les éléments essentiels de la scolarité obligatoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> • constitution d'une opinion au sein de la CDIP • procédure de consultation • délibération et adoption en vue de la ratification par les cantons • ratification dans les cantons <p><i>Cf. A 1.2 et 1.3</i></p>	<p>2005 2006</p> <p>2007 dès 2008</p>
<p>1.2 Elaboration de standards de formation pour l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS)</p> <p>Harmoniser de manière plus contraignante l'ensemble de la scolarité obligatoire, notamment le début de la scolarisation et les passages aux degrés secondaires I et II.</p>	<p>1.2.1 Développer des instruments de pilotage (standards):</p> <ul style="list-style-type: none"> • établir un relevé de la situation dans les plans d'études des cantons; faire une étude comparative • développer des modèles de compétences et fixer des niveaux de compétences en langue première, langues étrangères, mathématiques et sciences (à la fin des 9^e, 6^e et 2^e années de scolarité) • déterminer des standards (sur la base du nouveau concordat intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire; <i>cf. A 1.1</i>) • réfléchir aux conditions et aux conséquences de l'implémentation des standards 	<p>d'ici l'été 2005</p> <p>2005-2007/2008</p> <p>dès 2007</p> <p>dès 2005</p>
<p>1.3 Abaissement et assouplissement de l'âge d'entrée à l'école (cycle élémentaire)</p> <p>Abaisser l'âge d'entrée à l'école, assouplir et individualiser le début de la scolarisation, et répondre à des besoins d'apprentissage spéciaux par des mesures spéciales.</p>	<p>1.3.1 Recommandations «Cycle élémentaire»: dresser l'inventaire et procéder à l'analyse des développements et des expériences pilotes menées dans les cantons et les régions avec le groupe de coordination «Début de la scolarité»</p> <p>1.3.2 Adapter les dispositions du concordat relatives à l'âge d'entrée à l'école et à la durée de la scolarité obligatoire (dans le cadre du nouveau concordat intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire; <i>cf. A 1.1</i>)</p> <p>1.3.3 Assurer un développement harmonieux en uniformisant à l'échelon national les niveaux de compétences à atteindre à la fin de la 2^e année de scolarité (<i>cf. A 1.2</i>)</p> <p>1.3.4 Etudier les instruments permettant de déceler précocement les besoins de soutien spécifiques</p>	<p>en cours</p> <p>2005-2007</p> <p>2005-2007/2008</p> <p>en cours</p>
<p>1.4 Développement coordonné de l'enseignement des langues</p> <p>Encourager résolument dès le départ le développement des compétences linguistiques des élèves dans la langue locale (première langue nationale), leur transmettre à tous de solides connaissances dans une deuxième langue nationale et en anglais, et leur donner la possibilité d'apprendre une troisième langue nationale.</p>	<p>1.4.1 Coordonner l'enseignement des langues au niveau de la scolarité obligatoire (sur les bases de la décision et du programme d'action du 25 mars 2004 et du Plan d'action PISA 2000 du 12 juin 2003):</p> <ul style="list-style-type: none"> • harmoniser l'enseignement des langues en fixant des niveaux de compétences à atteindre à la fin des 9^e et 6^e années de scolarité (<i>cf. A 1.2</i>) • coordonner et accélérer l'introduction du Portfolio des langues III «15+» dans le secondaire II • faire valider et publier le Portfolio des langues «junior» II (11-15) • élaborer un Portfolio des langues «junior» I (7-11) • publier un dossier «Jaling-Suisse» sur l'éveil aux langues <p>1.4.2 Renforcer la coordination de l'enseignement des langues au degré secondaire II</p>	<p>2005-2007/2008</p> <p>en cours</p> <p>2005 2007 2005</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • établir un état des lieux (dans la formation générale et dans la formation professionnelle) • déterminer les besoins de coordination et élaborer un rapport et des recommandations • adopter des recommandations, en collaboration avec la Confédération <p>1.4.3 Edicter des lignes directrices et fixer des exigences en matière de compétences linguistiques pour l'admission à la formation d'enseignant(e), et en matière de compétences didactiques et linguistiques pour la certification professionnelle</p> <p>1.4.4 Assurer et soutenir de manière coordonnée l'évaluation de l'enseignement des langues en mettant à profit les travaux entrepris dans les régions, dans les institutions scientifiques et dans le cadre de projets particulièrement relevant au sein du PNR 56 «Diversité linguistique et compétences linguistiques en Suisse». Dresser un inventaire des procédures d'évaluations existantes, dégager les lacunes, proposer des solutions et trouver des financements</p> <p>1.4.5 Planifier, avec la Confédération, la création d'un centre de compétences sur le plurilinguisme</p> <p>1.4.6 Promouvoir les échanges d'élèves et d'enseignant(e)s:</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer l'enquête menée en 2004 sur les politiques et les pratiques des cantons en matière d'échanges • étudier la faisabilité de la création d'une agence nationale d'échanges 	<p>2005/2006</p> <p>2006</p> <p>2007</p> <p>2006</p> <p>dès 2005</p> <p>en cours</p> <p>2005</p> <p>2005</p>
<p>1.5 Pilotage de l'enseignement spécialisé</p> <p>Déterminer l'orientation future de l'enseignement spécialisé en Suisse et préparer sa prise en charge par les cantons à partir de 2008 (RPT).</p>	<p>1.5.1 Publier l'étude prospective «La pédagogie spécialisée dans le système suisse d'éducation et de formation»:</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre à disposition le rapport rédigé sur mandat de la Commission Formation générale (CFG) • préparer et adopter des lignes directrices <p>1.5.2 Se préparer aux conséquences de la nouvelle péréquation financière:</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place une organisation de projet pour traiter des questions ouvertes • améliorer les statistiques sur l'enseignement spécialisé (collaboration CSPA-OFS) • préparer un accord intercantonal pour l'organisation du financement de l'enseignement spécialisé 	<p>2005</p> <p>2005/2006</p> <p>2005</p> <p>2005-2007</p>
2. Formation professionnelle		
<p>2.1 Mise en application de la nouvelle loi sur la formation professionnelle</p> <p>Organiser la formation professionnelle en se fondant sur les nouvelles bases légales; promouvoir une mise en application coordonnée de la nouvelle loi au niveau des cantons.</p>	<p>2.1.1 Coordonner la mise en application de la nouvelle loi aux niveaux cantonal et intercantonal (projet Mise en application de la loi sur la formation professionnelle):</p> <ul style="list-style-type: none"> • développer l'offre de services en faveur des cantons • appliquer le plan de mesures: reconnaissance des acquis, formation initiale en deux ans avec attestation, coordination des offres au degré tertiaire, développement de la qualité, etc. • constituer la documentation afférente à la formation professionnelle en collaboration avec IDES • régler les questions de financement encore en suspens (transmission de subventions fédérales à des tiers, cours inter-entreprises, formation continue, accords intercantonaux) <p>2.1.2 Planifier un centre de services Formation professionnelle – Orientation professionnelle, universitaire et de carrière (projet de centre de services):</p> <ul style="list-style-type: none"> • préciser le cadre juridique, organisationnel et financier • mener à bien un processus de formation d'opinion et de décision • entreprendre les premières étapes de la réalisation du projet 	<p>2005-2007</p> <p>2005/2006</p> <p>dès 2005</p> <p>2006</p>

2.2 Promotion de la formation continue Elaborer un concept pour le secteur de la formation continue et assurer une offre de formation continue efficace et accessible à tous sur l'ensemble du pays.	2.2.1 Recommandations en matière de formation continue: <ul style="list-style-type: none"> • procéder à l'évaluation des recommandations 2003 • adapter et compléter les recommandations en fonction de la nouvelle loi sur la formation professionnelle 2.2.2 Concept de promotion de la formation continue: <ul style="list-style-type: none"> • élaborer un concept (répartition des tâches) • valider le concept du point de vue politique • prendre des mesures d'accompagnement 2.2.3 Mandat de prestations de la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA): <ul style="list-style-type: none"> • procéder à l'évaluation du mandat de prestations • tirer des conclusions de cette évaluation 	2005 2005/2006 2005 2005/2006 2006 2005 2006
2.3 Améliorer la jonction scolarité obligatoire – degré secondaire II Améliorer le passage de la scolarité obligatoire au degré secondaire II et assurer à tous les jeunes une formation du degré secondaire II.	2.3.1 Elaborer conjointement des solutions pour le passage de la scolarité obligatoire au degré secondaire II: <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place l'organisation de projet et établir un plan de mesures d'urgence • procéder à un relevé de l'état de la situation et à une extrapolation de ce qu'elle devrait être; étudier les diverses solutions et structures proposées dans les cantons et les établissements de formation • exercer une influence sur les projets portant sur la jonction scolarité obligatoire – secondaire II; intégrer les différents partenaires dans le but d'arriver à un engagement commun: développer des mesures propres à résoudre les problèmes identifiés 	2005 2005-2007 2005-2007
3. Formation générale du degré secondaire II		
3.1 Développement du secondaire II Poursuivre le développement global du secondaire II: exploiter le rapport «Le secondaire II à venir» à travers des projets de suivi.	3.1.1 Intégrer l'idée d'un «Centre suisse de compétences secondaire II» dans les projets en cours, c'est-à-dire: <ul style="list-style-type: none"> • assurer la coopération CPS-ISFPF en ce qui concerne la formation continue des enseignant(e)s (par ex. qualifications des cadres) • assurer le fonctionnement d'un Centre de services Formation professionnelle – orientation professionnelle, universitaire et de carrière (cf. A 2.1.2) 3.1.2 Règlement de reconnaissance ECG: <ul style="list-style-type: none"> • évaluer sa mise en application dans les cantons dans le cadre des procédures de reconnaissance • remanier le plan d'études cadre ECG 3.1.3 Passerelle maturité professionnelle – études universitaires: <ul style="list-style-type: none"> • évaluer les directives provisoires • organiser et évaluer les examens complémentaires 3.1.4 Participer à la mise en place et au développement du Centre intercantonal d'évaluation externe du secondaire II (CIES) sous l'égide de la CDIP du Nord-Ouest	dès 2005 dès 2005 2004-2010 2004-2010 2005/2006 2005/2006 2005-2007
3.2 Développement de la maturité gymnasiale Continuer à développer la maturité gymnasiale en la maintenant à un niveau de qualité garantissant en tous points l'accès à l'université.	3.2.1 Procéder, avec la Confédération, à une première évaluation du RRM: <ul style="list-style-type: none"> • préparer la décision concernant la phase 2 • exécuter la phase 2 3.2.2 Standards de formation (importance, incidences): planifier et tenir une réunion sur ce thème <ul style="list-style-type: none"> • avec l'ISFPF et le CPS, pour le secondaire II en général • avec le CPS, pour les gymnases 3.2.3 Développement de l'enseignement: promouvoir et renforcer en permanence, de façon ciblée, les compétences pédagogiques et didactiques à travers des offres de formation continue appropriées (CPS) 3.2.4 Mettre en place la Plate-forme Gymnase de la CDIP	2005 2006/2007 2005 2006 en cours dès 2005

4. Hautes écoles		
4.1 Paysage des hautes écoles 2008 Progresser sur la voie d'une législation applicable à l'ensemble des hautes écoles et d'un pilotage effectué conjointement par la Confédération et les cantons.	4.1.1 Participer activement à l'élaboration de la législation fédérale (Constitution fédérale et loi sur les hautes écoles) dans l'esprit des orientations politiques préalablement définies: loi fédérale sur les hautes écoles pour 2008 avec, le cas échéant, une base constitutionnelle dans le cadre des articles constitutionnels sur l'éducation 4.1.2 Préparer la mise en place d'un organe de pilotage stratégique commun Confédération/cantons pour l'ensemble du secteur des hautes écoles 4.1.3 Révision des accords concernant les hautes écoles: réunir les deux accords de financement AIU et AHES 4.1.4 Rendre effective la coordination des organes responsables des hautes écoles (hautes écoles spécialisées et hautes écoles pédagogiques): <ul style="list-style-type: none"> • mise en œuvre de la déclaration de Bologne • Masterplan 2008-2011 en concordance avec le processus FRT 	2005 dès 2005 2006 en cours en cours 2005/2006
4.2 Tertiarisation de la formation des enseignantes et enseignants Consolider le concept sur lequel repose la formation des enseignantes et enseignants de tous les degrés et de toutes les disciplines, et l'intégrer de manière plus ciblée dans le pilotage du système éducatif.	4.2.1 Coordonner le développement des HEP et soutenir leur intégration dans l'ensemble du système des hautes écoles: mettre en place le pilotage politique assuré par le Conseil des HES (comme pour les HES) et édicter, à l'intention des organes responsables, des recommandations sur les principaux aspects de la coordination du développement des HEP 4.2.2 Poursuivre le développement de la législation en matière de reconnaissance de diplômes: <ul style="list-style-type: none"> • mise en œuvre de la déclaration de Bologne: modification des règlements • accès à la formation: modification des règlements 4.2.3 Rendre possible la constitution de pôles d'excellence à l'échelon national ou par région linguistique (répartition des tâches et des activités) en matière de recherche et de formation continue 4.2.4 Coordonner les offres de formation en didactique des disciplines émanant des universités et des hautes écoles pédagogiques: fin de la 1 ^{re} phase du projet CRUS/CSHEP suivi par la CDIP 4.2.5 Assurer la reconnaissance internationale des diplômes délivrés par les hautes écoles pédagogiques: négociations avec l'Allemagne	en cours 2005 2005 2005-2007 2005 dès 2005
5. Développement de la qualité		
5.1 Renforcement de la profession enseignante Chercher à attirer les plus aptes et les plus motivés, leur permettre d'accéder à la meilleure formation possible et élargir les perspectives professionnelles qu'offre l'enseignement.	5.1.1 Faire le bilan des travaux effectués jusqu'ici et définir la suite des travaux: <ul style="list-style-type: none"> • adopter le rapport final de la Task force «Perspectives professionnelles dans l'enseignement (2001-2004)» • délivrer un mandat/organiser la prochaine phase (2006-2010): mise en application des recommandations de la Task Force et du rapport national de l'OCDE «teacher policy» • publier l'enquête IDES «Situation de l'emploi dans l'enseignement, en Suisse et dans la principauté du Liechtenstein, en 2004/2005» 	2005 2005 2005
5.2 Mise en place d'un monitoring global du système d'éducation Instituer, avec la Confédération, un monitoring du système d'éducation à l'échelon national.	5.2.1 Effectuer le 1 ^{er} cycle du monitoring du système éducatif (expérience pilote): <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place l'organisation du projet, délivrer un mandat à sa direction c/o CSRE • élaborer un rapport pilote • publier le rapport pilote • analyser ses résultats et en tirer des conclusions pour le pilotage du système (en collaboration avec la Confédération) 	2005 2005/2006 fin 2006 à partir de 2007

	<ul style="list-style-type: none"> évaluer la phase pilote, prendre une décision quant à l'instauration pour le long terme du monitoring du système d'éducation (en collaboration avec la Confédération) et mettre en application cette décision 	à partir de 2007
6. Ressources		
6.1 Intégration des ICT Promouvoir l'intégration des technologies de l'information et de la communication (ICT) en tant qu'outils d'enseignement et d'apprentissage.	6.1.1 Clarifier avec la Confédération la question des priorités et celle de l'investissement des ressources, adapter en conséquence l'organisation et le financement; ensuite, assurer la coordination des projets globaux: <ul style="list-style-type: none"> transposer la Task force «ICT et formation» en une structure permanente 6.1.2 Portail/ressources du Serveur suisse de l'éducation (SSE): <ul style="list-style-type: none"> poursuivre le développement avec la Confédération 6.1.3 Equipement/support: <ul style="list-style-type: none"> piloter avec la Confédération le projet «Partenariat public-privé» 6.1.4 Formation initiale et continue des enseignant(e)s: <ul style="list-style-type: none"> mettre en œuvre le plan d'action «Formation initiale et continue du corps enseignant dans le domaine des ICT» mettre en application les recommandations relatives à la formation initiale et continue du corps enseignant dans le domaine des ICT procéder à la reconnaissance des formations complémentaires destinées aux formateurs d'enseignants dans le domaine de l'éducation aux media/des ICT 6.1.5 Contenu: <ul style="list-style-type: none"> mettre en application les mesures figurant dans le plan d'action lancer des travaux de développement 	2005 en cours en cours en cours en cours dès 2005 en cours
6.2 Mise en place d'une politique des bourses coordonnée Assurer la coordination à l'échelon national de la politique en matière de bourses d'études.	6.2.1 Se procurer les ressources nécessaires pour une politique des bourses coordonnée: <ul style="list-style-type: none"> mettre en place un centre de projet créer un sous-portail «bourses.ch» sur le Serveur suisse de l'éducation 6.2.2 Se préparer aux conséquences de la réforme de la péréquation financière et de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons; le cas échéant, créer un accord intercantonal sur l'harmonisation des bourses d'études	2005 2005/2006 2005-2007
7. Culture et société		
7.1 Intégration de la formation pour un développement durable Faciliter l'intégration du concept du développement durable au sein de l'école et dans l'enseignement (en corrélation notamment avec les thèmes santé, développement et environnement).	7.1.1 Planifier des travaux dans le cadre de la Décennie de l'ONU «Formation pour un développement durable» 2005-2014: clarification des objectifs, des ressources et des responsabilités dans le cadre de la «Plate-forme FDD», en collaboration avec la Confédération 7.1.2 Projet «Connaissances et compétences de base associées à une formation pour un développement durable»: jeter les bases du projet 7.1.3 Mettre au point un modèle de cours «Formation pour un développement durable» pour le degré secondaire I 7.1.4 Poursuivre le programme «éducation + santé - Réseau suisse»	2005 2005 2005-2007 en cours

B TÂCHES PERMANENTES

La CDIP assure en permanence un certain nombre de tâches dans des domaines qui concernent le niveau systémique (gestion des accords intercantonaux, développement de la qualité...) ou qui requièrent un interlocuteur national et un représentant des intérêts des cantons en matière éducationnelle (face à la Confédération, dans les organisations internationales...). Ces tâches sont également marquées par l'actualité (ex. projets législatifs fédéraux actuels).

I. Représentation des intérêts des cantons face à la Confédération dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport et de la promotion de la jeunesse

Dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport, et de la promotion de la jeunesse, la CDIP représente les intérêts des cantons vis-à-vis des organes fédéraux.

Actualité:

- a) Participation à l'élaboration des projets législatifs fédéraux les plus marquants:
 - révision des articles constitutionnels sur l'éducation
 - législation concernant les hautes écoles (cf. A 4.1 «Paysage des hautes écoles 2008»)
 - loi sur les langues (cf. A 1.4.5 Centre de compétences sur le plurilinguisme)
 - loi sur la promotion de la culture et loi concernant Pro Helvetia
 - loi sur l'encouragement de la gymnastique et des sports
 - législation d'application de la nouvelle loi sur la formation professionnelle (cf. A 2.1 Mise en application de la nouvelle loi sur la formation professionnelle)
- b) Intervention au sein de commissions fédérales; étant donné les projets actuellement en cours, en 2005 la coopération sera d'une importance particulière dans les commissions suivantes:
 - Commission fédérale pour la formation professionnelle (cf. A 2.1 Mise en application de la nouvelle loi sur la formation professionnelle)
 - Commission fédérale des hautes écoles spécialisées (cf. A 4.1 «Paysage des hautes écoles 2008»)
 - Commission fédérale des étrangers (CFE) et Commission fédérale contre le racisme (CFR); (cf. B VII a Migration)

II. Mobilité et libre circulation à l'échelon national et international

La CDIP développe et assure le fonctionnement de différents instruments dans le but d'assurer la mobilité et la libre circulation à l'échelon national et international.

Actualité:

- a) Reconnaissances de diplômes (reconnaissance sur l'ensemble de la Suisse et à l'échelon international de diplômes et certificats de formation délivrés par les cantons):
 - révision partielle de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (2005; ensuite, ratification par les cantons)
 - fin des procédures de reconnaissance des diplômes afférentes aux filières HES réglementées jusqu'ici par les cantons et transfert à la Confédération avec l'entrée en vigueur de la LHES révisée (milieu de l'année 2005)
 - mise au point/achèvement des premières procédures de reconnaissance dans les filières des hautes écoles pédagogiques ou des institutions de formation d'enseignant(e)s
 - ouverture des procédures de reconnaissance des formations dispensées par les écoles de culture générale/écoles de maturité spécialisée
 - exécution des premières procédures de reconnaissance de formations complémentaires pour la profession d'enseignant(e)
 - mise en application de l'accord sur la libre circulation des personnes Suisse-UE: conception de mesures compensatoires et examen des diplômes étrangers
- b) Accords de financement et de libre circulation (système d'indemnisation et de libre circulation entre les cantons):
 - accord intercantonal universitaire (AIU): Adaptation en fonction du «Paysage des hautes écoles 2008» (cf. A 4.1.3)

<ul style="list-style-type: none"> accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES): mise en vigueur du nouvel AHES en 2005; détermination des coûts standards en vue du Masterplan et du message FRT (cf. A 4.1.4); adaptation en fonction du «Paysage des hautes écoles 2008» (cf. A 4.1.3) accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées (AEES) et accord sur les écoles professionnelles: adaptation en fonction de la nouvelle loi sur la formation professionnelle (cf. A 2.1)
<p>III. Pilotage du système et développement de la qualité</p> <p>La CDIP développe et assure le fonctionnement de différents instruments dans le but d'observer et de piloter le système éducatif suisse, comme dans celui de développer la qualité au sein dudit système.</p>
<p><i>Actualité:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Collaboration aux travaux concernant la statistique de l'éducation: <ul style="list-style-type: none"> coopération dans le cadre du projet «Renouvellement de la statistique de l'éducation» mené par l'Office fédéral de la statistique b) Enquêtes auprès des cantons, rapports de tendances: <ul style="list-style-type: none"> publication d'un rapport de tendances (2005) sur la base de l'enquête IDES 2004, une attention particulière étant accordée au plan d'action « Mesures consécutives à PISA 2000» évaluation et remaniement des enquêtes IDES c) Coordination de la recherche en éducation: <ul style="list-style-type: none"> constitution de pôles d'excellence dans les hautes écoles pédagogiques (cf. A 4.2.3) accompagnement du PNR 56 «Diversité linguistique» (cf. A 1.4.4) d) Participation de l'ensemble du pays aux mesures de performances effectuées à l'échelon international: <ul style="list-style-type: none"> poursuite de la participation au projet PISA de l'OCDE: publication (2005) du deuxième rapport national sur «PISA 2003»; optimisation de l'organisation du projet PISA.ch e) Instruments visant à développer la qualité au sein du système d'éducation: <ul style="list-style-type: none"> guide pratique sur l'évaluation (auto-évaluation et l'évaluation externe) et la qualité des écoles pédagogie interculturelle: accompagnement des travaux de la CSHEP concernant la mise en application, dans le cadre de la formation des enseignantes et enseignants, des objectifs de formation dans le domaine de la pédagogie interculturelle (conformément au règlement concernant la reconnaissance des diplômes pour les degrés préscolaire et primaire et pour le secondaire I de 1999) <p><i>Cf. également A 5.2 (Monitoring du système éducatif)</i></p>
<p>IV. Information et communication</p> <p>La CDIP entretient le centre d'information et de documentation sur le système suisse d'éducation et de formation (IDES) et communique les développements en matière de coopération éducationnelle à l'échelon national.</p>
<p><i>Actualité:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Information & documentation (IDES): <ul style="list-style-type: none"> intégration du secteur de la formation professionnelle (cf. A 2.1.1) révision de la contribution de la Suisse à la banque de données «Eurybase» b) Instruments d'information à l'échelon national: <ul style="list-style-type: none"> remaniement du site Internet CDIP/IDES (2005/2006) participation à l'élaboration et à la gestion de sites Internet et de plate-formes dans le réseau de la CDIP (ex. www.orientation.ch) <p><i>cf. A 6.1.2 (Serveur suisse de l'éducation)</i></p>

<p>V. Prestations de services à l'échelon national</p> <p>La CDIP assure aux cantons une simplification des procédures et une réduction des coûts liés à l'administration de l'éducation, en se chargeant de négocier pour eux le montant des contributions à verser à des tiers et en facilitant l'entraide administrative sur l'ensemble du pays.</p>
<p><i>Actualité:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Droits d'auteur/propriété intellectuelle: <ul style="list-style-type: none"> • révision des tarifs communs 8 (photocopies) et 9 (réseaux électroniques) • représentation des intérêts des cantons dans le cadre de la révision partielle de la loi sur le droit d'auteur (LDA) b) Liste des enseignantes et enseignants qui se sont vu retirer le droit d'enseigner: <ul style="list-style-type: none"> • création d'une base légale formelle explicite pour la tenue de cette liste, dans le cadre de la révision partielle de l'accord sur la reconnaissance des diplômes (<i>cf. B II a</i>)
<p>VI. Coordination de la mise en application de dispositions légales (réseaux de cadres et de spécialistes)</p> <p>Dans certains domaines, la CDIP assure la coordination à l'échelon national de la mise en application du droit fédéral et intercantonal à travers ses propres réseaux de cadres et de spécialistes comme à travers sa participation aux conférences de coordination.</p>
<p><i>Actualité:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Conférences spécialisées de la CDIP: <ul style="list-style-type: none"> • mise en place de la coopération avec la Conférence des délégués cantonaux à la promotion de l'enfance et de la jeunesse, récemment créée en tant que conférence spécialisée de la CDIP • clarifier la question de savoir s'il convient de créer une Conférence spécialisée des responsables cantonaux des échanges (<i>cf. A 1.4.6</i>) b) Conférences de coordination: <ul style="list-style-type: none"> • participation à la constitution et à l'organisation de la Conférence suisse de coordination de la formation continue • création d'une conférence de coordination «ICT & formation» qui succèdera à l'actuelle «Task Force» (<i>cf. A 6.1.1</i>)
<p>VII. Interfaces avec d'autres domaines politiques</p> <p>La CDIP cultive les relations avec d'autres domaines de la politique nationale qui revêtent une importance considérable pour notre système d'enseignement.</p>
<p><i>Actualité:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Politique migratoire et politique d'intégration: <ul style="list-style-type: none"> • initiation de la nouvelle commission permanente de la CDIP «Education et migration» • intégration sur le site Internet de la CDIP d'un instrument d'information sur les offres de cours de langue et de culture d'origine • évaluation et exploitation des résultats du CONVEGNO 2004 sur le thème «Coopération entre l'école et ses partenaires dans le domaine de la migration» et, notamment, constitution d'une vue d'ensemble des dispositions relatives aux droits humains significatives dans ce contexte b) Politique sociale et familiale: <ul style="list-style-type: none"> • clarification des concepts et des interfaces avec la Conférence des directeurs des affaires sociales (CDAS) dans le domaine de la prise en charge préscolaire et extrascolaire, complément à l'encadrement familial • publication et évaluation (2005) du rapport de la manifestation intitulée «educare» organisée par la CDIP du Nord Ouest sur le thème «Frühe Förderung – Familienergänzende Betreuung»

VIII. Coopération internationale

La CDIP représente la Suisse au sein des organisations internationales dans la mesure où leurs activités concernent la souveraineté des cantons dans les domaines scolaire et culturel.

Actualité:

- a) Conseil de l'Europe:
 - tirer des conclusions de l'évaluation des travaux du Centre européen des langues vivantes de Graz
 - organisation de la Journée de la mémoire de l'Holocauste (27.1.) en 2005, en liaison avec la commémoration du 60^{ème} anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz
- b) OCDE (*cf. également B III d*)
 - participation à l'organisation de la conférence ministérielle informelle de l'OCDE à Saint-Gall sur le thème de l'exploitation des résultats des mesures internationales de performances

...
- c) UNESCO/BIE:
 - clarification du rôle des différents partenaires du Bureau international de l'éducation BIE, notamment dans la perspective du financement
- d) ONU:
 - décennie «Formation pour un développement durable» 2005-2014 (*cf. A 7.1.1*)
- e) Union européenne:
 - participation aux négociations bilatérales dans le domaine de l'éducation/formation
- f) OMC:
 - GATS (AGCS): suivi des travaux concernant les services dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la reconnaissance des diplômes étrangers et des compétences professionnelles
- g) International Task Force for Holocaust Education, Remembrance and Research (ITF):
 - organisation en Suisse d'un séminaire sur l'enseignement de la mémoire